L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 9 MAI 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN, 9 MAI.

Prix de l'abonnement.

1 an..... $14
6 mois..... 7
3 mois..... 3 50
1 mois..... 1 25

Prix du numéro..... 5 cents

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, $5 par an, et 10 cts le numéro.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Spear, au magasin de Mme Dupuy, rue Royale—ancien de danses.

Par Eugène Tourné, aux Nos 74 et 76 rue Jefferson—vermicelli, macaroni, etc.

Par Hofman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres — lingerie, "notions", articles de fantaisie, parapluies, parasols, etc.

SPECTACLES.

Vendredi, 9 mai 1873.

OPERA.—A midi—Le Supplice d'une femme; La Joie fait peur, en interlude, Une femme qui se jette par la fenêtre.

ACADEMIE.—Cinderella et the Irish Tutor.

MUSEE D'ANATOMIE.—40 rue St-Charles.

Qui est responsable du Pillage.

L'organe radical fait complaisamment remarquer que la ville va avoir à payer de lourds dommages aux armuriers dont les boutiques ont été pillées. Cette remarque soulève la question de savoir qui est civilement responsable de ces dommages.

C'est une règle établie, nous le savons, dans la plupart des législations, que les villes doivent supporter les dommages causés par les émeutes. Mais cette règle est basée sur cette raison qu'il appartient aux villes de faire assez bien leur police intérieure pour empêcher le pillage des propriétés. Or cette raison n'est plus applicable à la Nouvelle-Orléans.

La loi qui a créé la police métropolitaine, a retiré tous les pouvoirs de police au maire et aux administrateurs, et seul les représentants légaux de la municipalité, elle leur a interdit d'exercer ces pouvoirs et leur a même fait un crime de toute immixtion dans les fonctions de police. Il n'est resté à la ville qu'un privilège, celui de payer, bon gré mal gré, les dépenses extravagantes de cette police.

Or il serait par trop inique que la ville continuât à être responsable, pour des faits qu'elle ne peut ni prévenir ni empêcher. La raison sur laquelle est basée ordinairement la responsabilité, n'existe plus et il ne reste ni responsabilité morale ni responsabilité matérielle à la charge de la ville.

Si nous examinons les faits particuliers qui se sont accomplis mardi soir, nous arrivons forcément à cette conclusion qu'il faut faire peser cette responsabilité morale et matérielle sur les hommes qui ont, seuls, le contrôle de la police métropolitaine et qui en ont fait un si singulier usage qu'ils ont laissé la ville toute entière sans protection d'aucune sorte.

Déjà, le grand jury a annoncé l'intention de rendre criminellement responsables des conséquences du retrait de la police de ses fonctions ordinaires, MM. Kellogg, Longstreet, Badger et les membres du bureau des commissaires de police. Ils sont aussi, par les mêmes motifs, civilement responsables.

On sait que plus de 200 métropolitains ont été envoyés dans les paroisses et détournés de leurs fonctions et que ceux qui restaient, au lieu d'être distribués dans la ville, ont été casernés dans les stations, de sorte que, depuis lundi, la ville se trouve réellement sans police de jour et sans police de nuit, tous les métropolitains étant transformés en soldats guerroyant pour le compte de M. Kellogg.

Tous les méfaits dont les habitants de la Nouvelle-Orléans ont souffert par suite de ce détournement de la police, et par particulièrement le pillage des magasins d'armes, sont donc attribuables aux mesures adoptées par ceux qui gouvernent la police. Ceux qui ont souffert des dommages, ont alors le droit d'en demander la réparation civile à MM. Kellogg, Longstreet, Badger et aux membres du bureau métropolitain. Si la ville est actionnée en raison de ces dommages, elle a le droit incontestable d'appeler en garantie ceux qui ont privé les citoyens de toute protection en enlevant la police à ses fonctions. Nous espérons que le maire et les administrateurs sauront, dans cette circonstance, faire valoir les moyens de défense qu'on peut invoquer en faveur de la ville, pour l'exonérer de toute responsabilité.

Kellogg Gouverneur Militaire.

La manière dont Wm. Pitt Kellogg a été installé au pouvoir par les baïonnettes des Etats-Unis, a fait dire qu'il n'était qu'un gouverneur militaire ou un préfet du président Grant. En voici une nouvelle preuve dans la dépêche suivante. On remarquera les termes de cette dépêche et surtout le dernier paragraphe. M. Kellogg ne doit pas agir sans ordre du quartier général.

Quartier-général de l'armée des Etats-Unis, Washington, 7 mai 1873.

A W. P. Kellogg, gouverneur de la Louisiane :

Le Président me charge de vous dire qu'il n'approuve pas une politique agressive, et que les autorités des Etats-Unis ne doivent pas être employées excepté dans un cas important.

L'officier qui commande le département dans lequel se trouve la Louisiane a reçu des instructions complètes au sujet de la conduite que le Président désire lui voir poursuivre.

Nous ne prendrons donc aucune mesure qui serait de nature à exiger la sanction du Président *sans ordres du quartier-général.*

W. T. SHERMAN, général.

Organisation du Comité des 70.

Le comité des 70, nommé en vertu d'une résolution du comité des 200 citoyens présidé par M. Adams, s'est réuni mercredi soir et s'est organisé en élisant M. E. Forman comme son président permanent et M. Page Baker comme secrétaire.

Les comités suivants ont été désignés :

Comité exécutif : E. D. White, E. H. Wheelock, [W. B. Schmidt], J. D. Hill, John Phelps.

Comité des finances : Charles Englis, Jesse K. Bell, A. Chiapella, L. H. Joseph Bowling, R. M. Davis, B. T. Walshe, Carl Kohn, James I. Day, Cyrus Bussey.

BALANCES VICTOR.—Nous avons oublié de dire, hier, que M. Alcée Gauthreaux, l'estimable agent des balances Victor, pour le Sud, est parti pour la Foire qui doit se tenir à Houston, Texas. Nous espérons qu'il en reviendra avec de nouveaux lauriers.

ASSESSEMENT NOS. 132, 133 ET 134. — Voyez la colonne des notices spéciales—mort de L. Knifserle, Numa Augustin et Jno. Doel—payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association" de la Louisiane, rue du Camp, No 19. Montant payé depuis l'organisation, en août 1868 : $332,950.

☞ Sans nier la puissance des agents minéraux et des produits chimiques dont la science a pu tirer parti pour guérir les maladies, il faut reconnaître qu'il y a dans les plantes des propriétés que les modernes ont trop négligées. C'est en faisant des recherches sur les propriétés médicinales de certaines racines, écorces et plantes que l'on est arrivé à la composition des BITTERS STOMACAL DE HOSTETTER, l'un des meilleurs stimulants toniques qui soit en usage.—Voir l'annonce.

Mort de l'Hon. Salmon P. Chase.

Le télégraphe nous annonce la mort du président de la cour suprême des Etats-Unis, l'honorable Salmon P. Chase, qui a succombé, mercredi dernier, à un mal dont il souffrait depuis plusieurs mois. La nouvelle, quoiqu'en dise la dépêche, n'était pas inattendue ; elle a dû, néanmoins, produire une douloureuse impression dans tous le nord et dans l'ouest où le défunt comptait autant de chauds partisans que d'admirateurs. Ces deux sections de l'union américaine pesdent, en effet, en lui une grande capacité politique sinon le plus distingué de leurs jurisconsultes.

Quant au sud, il voit disparaître du premier tribunal de la nation, dans un moment où ses droits les plus sacrés sont en jeu, un magistrat dont il a combattu, il est vrai, les idées et les aspirations aux époques de luttes passionnées, mais dans l'impartialité duquel il avait confiance.

Nous souhaitons que le peuple entier n'ait pas à déplorer, dans un avenir prochain, et bien plus amèrement qu'il ne le fait aujourd'hui, l'absence d'un homme tel que le chief justice. Nous souhaitons, non moins ardemment, que M. Grant lui nomme un successeur qui soit digne d'occuper le siége vacant.

M. Chase est né, en 1808, dans l'Etat du New-Hampshire. A l'âge de 13 ans, il émigra dans l'Ohio et entra au collége de Cincinnati ; au bout d'un an d'études, il revint au New-Hampshire et fut admis au collége de Dartmouth ; il y prit ses degrés en 1826. L'année suivante, il ouvrit une école classique à Washington et eut au nombre de ses élèves les fils de Henry Clay, de William Wirt, Samuel L. Southard et autres personnages éminents. Il étudiait le droit tout en donnant des leçons, et en 1829, abandonnant la carrière du professorat, il fut admis, sous les auspices de Wm Wirt, au barreau du district de Colombie. En 1836, il s'établit de nouveau à Cincinnati où il résidait lorsque les devoirs officiels ne l'appelaient pas ailleurs. En 1837 il fut l'avocat d'une femme de couleur qui s'était enfuie de chez son maître, et, dans sa plaidoirie qui eut beaucoup de retentissement, maintint que le congrès n'avait pas le droit, dans les affaires d'esclaves fugitifs, d'imposer des charges ou d'accorder des pouvoirs quelconques aux magistrats d'un Etat. Le gain de cette cause fut le début de M. Chase dans sa carrière d'abolitionniste. Avant 1841, il ne s'était guère mêlé à la politique ; il avait quelquefois voté avec les démocrates, mais le plus souvent avec les whigs qui, au Nord, avaient, sur l'esclavage, des opinions plus analogues aux siennes que ne l'étaient celles des démocrates. Il est resté fidèle jusqu'à la fin aux principes qu'il avait défendus avec un talent incontestable dès son entrée dans la vie publique, mais on n'ignore pas que comme M. Greeley et d'autres chefs éminents du parti, il craignait, depuis les quatre dernières années, que l'interprétation et l'application de ces principes, laissés à des hommes inintelligents, à des meneurs ambitieux et sans scrupules, ne devinssent une source de dangers pour le pays ; comme M. Greeley, il avait suivi la marche des événements, et il était revenu de beaucoup de ses illusions.

En 1849, M. Chase fut élu sénateur des Etats-Unis ; il reçut les votes de tous les démocrates et des free-soilers qui partageaient les vues de ceux-ci. Nous ne le suivrons pas dans sa conduite au sénat, nous disons seulement qu'il fut un des membres éminents du corps dont les américains se glorifiaient jadis et qu'il ne cessa jamais d'être le champion éloquent et habile des intérêts de l'Ouest.

En 1855, les adversaires du bill de Nébraska et de l'administration Pierce le portèrent candidat à la place de gouverneur de l'Ohio ; il fut élu. A l'expiration de son terme, il témoigna le désir de se retirer, mais les républicains insistèrent sur une seconde candidature : le peuple le maintint dans ses fonctions par le vote le plus considérable qu'un gouverneur ait encore obtenu.

Lorsque M. Lincoln arriva au pouvoir, nomma M. Chase ministre des finances et, plus tard, président de la cour suprême, me des Etats-Unis. Bien des écrivains, pendant la guerre et même depuis la conclusion de la paix, ont attribué à M. Chase l'honneur d'avoir jeté les les bases de notre crédit après que le congrès eût décrété l'émission du papier-monnaie, et l'honneur encore plus grand de l'avoir fortifié à l'étranger, d'avoir prouvé au monde ce que la nation pouvait accomplir dans une crise décisive.

M. Chase a, dans deux circonstances différentes, visé ouvertement au fauteuil présidentiel ; les partis n'ont pas voulu de lui : les radicaux le trouvaient trop modéré et les conservateurs craignaient qu'il ne fût resté trop radical.

Il est mort les yeux attachés sur la Maison Blanche ; il l'aurait occupée avec la dignité des anciens jours. Le peuple, assurément, n'eût pas eu à rougir de lui.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Tous les vieux souvenirs du Théâtre d'Orléans militent en faveur des deux bénéficiaires du jour. Madame Vézian, qui avait été l'une des meilleures ingénues de notre scène française, a fait sa rentrée, il y a quelques mois, dans l'emploi des duègnes et utilités, et elle nous a prouvé qu'elle était toujours une excellente comédienne. Choi est toujours l'artiste consciencieux, soigneux, habile à mettre en relief les moindres détails du rôle le plus simple ; il fait de véritables créatures dans des rôles qui, rendus par d'autres, seraient insignifiants. Mais il est inutile d'insister pour recommander ces deux artistes aux sympathies du public. Voici la composition du spectacle : *La Joie fait Peur*, comédie en un acte, Pas Espagnol, dansé par Mlle Gillet, *Le Supplice d'une Femme*, drame en trois actes, de E. de Girardin et Dumas fils, pièce qui n'a encore été jouée qu'une fois à la Nouvelle-Orléans, un intermède musical, avec le concours de Mlles Hélène Leroux, Augustine et Estelle Bondro, MM. Hélévé, Deligne et Julien Deschampe, et, enfin, *Une femme qui se jette par la fenêtre.*

Demain, matinée à onze heures.

UN BILLET GAGNANT.—M. Ch. Poillion demeurant rue Howard 334, entre les rues Grand et Thalie, certifie, ainsi qu'on le verra plus loin dans une déclaration alignée de lui, qu'ayant acheté pour 25 cents, au bureau de Charles de Loewenstein, rue des Remparts No 8, près de la rue du Canal, le district de cette ville, un quart du billet de combinaison Nos. 6, 34, 70, classe 196 de la Loterie d'Etat de la Louisiane, qui a gagné le prix capital de quatre mille piastres, au tirage de mercredi 7 mai 1873, il a présenté le dit billet gagnant au bureau de la compagnie et en a touché immédiatement le montant sans la moindre difficulté. M. Poillion a ainsi reçu mille piastres pour un quart de billet qui ne lui avait coûté que 25 cents ; en d'autres termes, il a touché quatre mille fois sa mise. Avec cela, l'heureux joueur a de quoi tenter quatre mille autres fois la fortune, et nous sommes sûr qu'il n'y manquera pas. Qui a joué jouera.

Le Messager du Midi parle, sans donner d'autres détails, d'une rixe assez grave qui aurait éclaté lundi dernier à Sauve (Gard) entre des légitimistes et des républicains.

—Un journal suisse annonce que le château de Prangins, ancienne résidence du prince Napoléon, est sur le point d'être vendu à une société morave, pour y établir une colonie.

—L'épouse d'un de nos bons radicaux, l'autre jour, elle rencontra un vieil ami :

—Eh bien ! dit celui-ci, où en êtes-vous avec votre mari ?

—Hélas ! j'en suis réduite à plaider en séparation.

—Hum ! savez-vous que c'est grave, très grave ! Au moins avez-vous des motifs suffisants ?

—Il m'injurie à tout propos.

—Je n'est pas suffisant.

—Il va jusqu'à lever la main sur moi.

—Diable ! alors c'est le cas de marier au jourd'hui qui en sera autant.....

—Il a voulu me tuer !

—Ah ! vous m'effrayez tant.

Nouvelles de Saint Martinville.

Correspondance de la Nouvelle-Ibérie.

Nous donnons ci-dessous une première correspondance qui nous parvient de la Nouvelle Ibérie. Bien qu'elle ne donne pas les dernières nouvelles, elle n'en sera pas moins lue avec intérêt, car elle peint fort bien l'esprit qui anime les habitants des paroisses des Attakapas. Les chiens de Kellogg sont évidemment regardés du même œil que les Prussiens en Alsace. Il y en a beaucoup parmi eux qui sont dans le cas du blessé dont parle notre correspondant, c'est-à-dire qui se sont engagés pour échapper à la misère. Mais à ceux-là on peut dire que s'ils n'ont pas de travail en ville, ils en trouveront certainement aux champs, et que mieux vaut cent fois gagner son pain à la sueur de son front en labourant la terre que de le gagner à verser le sang pour de l'argent. Il y a eu, du reste, trois désertions dans le corps de Badger, comme il y a eu à la Nouvelle-Orléans beaucoup de démissions. Comment des hommes peuvent-ils se vouer à l'extinction de toute une population pour servir les desseins d'un usurpateur qui les abandonnera peut-être au dernier moment ?

Nlle-Ibérie, 7 mai 1873.

Le premier engagement entre les citoyens, sous les ordres du colonel Aleibiade DeBlanc et les métropolitains, n'a pas été sérieux. Il n'y a eu que deux blessés, dont un mortellement. J'ai pu voir l'autre qui paraissait en se désolait. Il m'a dit que depuis son absence de la Nlle-Ibérie, sa maison a pris feu et a été entièrement consumée avec tout ce qu'il possédait. Il m'a appris que la mère Franklin, Tant pis pour Badger, s'il avait avoir affaire à des agneaux. En arrivant, il a envoyé un émissaire auprès du colonel Alcibiade De Blanc, pour le prier de venir le voir, afin d'arrêter de concert les bases d'un arrangement, mais M. De Blanc a refusé avec le chef des métropolitains, auquel il ne reconnaissait aucun caractère officiel.

La petite troupe de St-Martin a deux pièces d'artillerie.

Je tiens ici un mot de cette compagnie, et une dizaine de métropolitains s'y sont présentés. Ils se dirigeaient sur St-Martinville et paraissaient assurés d'un facile triomphe. Nous avons eu raison de nos belles de la paroisse Livingston, et nous ferons bien de réduire les vôtres, disaient-ils. "Prenez garde, leur dirais-je à mon tour, la tâche ne sera peut-être pas aussi aisée que vous vous l'imaginez. Vous allez affaire ici à des gens résolus commandés par un homme déterminé et irréprochable."

Je vous répète, messieurs, que dans nos paroisses il n'y a qu'une volonté : celle de résister à tout prix.

J'apprends à l'instant que trois métropolitains ont déserté : M. Pellerin les a rencontrés à un mille de la Nouvelle-Ibérie.

On m'assure aussi, mais je ne saurais l'affirmer, que le jeune Fournet a été blessé à la cuisse.

UN FURIONISTE.

Nous ne donnerons pas à nos lecteurs la dépêche spéciale publiée dans une édition extraordinaire du *Times* et qui nous paraît avoir été écrite par le colonel Badger lui-même, plutôt que par le correspondant de ce journal. Elle est contredite par toutes les autres informations. Voici une dépêche officielle du colonel De Blanc :

St-Martinville, Le., 7 mai, 3 h. P. M. 1873.

Les métropolitains nous ont attaqués cette après-midi, mais c'était, je présume, une simple démonstration pour connaître nos forces, attendu qu'ils n'ont tiré que quelques coups de canon et sont rentrés en ville.

On rapporte qu'ils ont arrêté le maire de St-Martinville pour trahison, et qu'ils le tiennent enfermé.

ALCIBIADE DE BLANC.

Les dépêches au *Herald* donnent les informations suivantes :

Le quartier-général du colonel De Blanc est sur l'île au Cyprès, à trois milles au nord de St. Martinville, près de la résidence de Valsin Fournet. L'île est entourée par le bayou Tortue et le marais Tortue, tous deux impassables à pied ou à cheval, et qu'on ne peut franchir que par trois ponts qu'une poignée d'hommes peut défendre contre des régiments.

Les troupes du colonel De Blanc sont très bien approvisionnées par les fermiers du voisinage.

Le correspondant a rencontré trois déserteurs de la police retournant en ville. On lui a dit, à son retour à la Nouvelle-Ibérie que neuf déserteurs avaient passé ce jour-là par cet endroit.

Le colonel DeBlanc désire éviter l'effusion du sang, mais il est évident qu'il pourra prendre la ville quand il voudra. Ces citoyens sont prêts sur tous les points, et n'attendent qu'une réquisition pour partir.

—Plusieurs arrestations ont été faites à Cheu, qui ont vivement ému l'opinion publique. En effet, dit le *Journal de Cuba*, les personnes incarcérées n'avaient jamais laissé prévoir par leurs actes ou leurs paroles qu'elles pouvaient être un jour l'objet d'une semblable mesure. Ces arrestations se rattachent, dit-on, au ravitaillement de Paris après le siége.

—Les journaux radicaux annoncent que "le Congrès central des électeurs du département des Bouches-du-Rhône" a offert, à l'unanimité, la candidature à M. Edouard Lockroy.

M. Lockroy a fait savoir au Congrès, par dépêche télégraphique, qu'il acceptait la candidature.

—Il est question de nommer au ministère de la marine une grande commission chargée d'examiner quels seraient les moyens les plus efficaces à employer pour prévenir les sinistres maritimes, qui, depuis quelques temps, se multiplient dans des proportions vraiment effrayantes.

—Le 18e conseil de guerre, séant à Paris, vient de condamner à un an de prison un jeune soldat qui refusait de se laisser arracher ce que, disait-il, l'Evangile défend de porter les armes contre son prochain."

—On annonce que Victor Cyrille, arrêté dernièrement à Florence, a été livré par le gouvernement italien aux autorités françaises.

NE LA TUE PAS ! TONDS LA.—M. D., tailleur, est d'une jalousie excessive. On lui reproche en outre d'être parcsseux et ivrogne.

Sa femme, un peu plus jeune que lui, mère de trois enfants, est naturellement honnête et laborieuse, avait inspiré un certain intérêt à diverses personnes honorables qui la croyaient d'autant plus que son mari était loin de mériter un tel sort. Le soir du ménage, passant au cabaret, elle a pris l'habitude d'y boire avec lui. Cela déplaisait à D..... qui manifestait des soupçons graves sur sa fidélité, disant qu'elle se faisait remarquer. A la suite d'une violente scène, ce mari jaloux, supposant que c'étaient les cheveux de sa femme qui lui attiraient les faveurs dont elle était l'objet, a profité du moment où elle était endormie pour la tondre avec des ciseaux, imitant la pauvre de Dalila à l'égard de Samson.

Ce matin, cependant, la victime a trouvé ses boîtes mises à son usage.

Mlle Alice a perdu un commissaire de police qui, après enquête, a fait arrêter l'artiste de cette mutilation.

—L'artiste Pélicié, dont nous avons annoncé la mort hier, était le Figaro, était un homme bienveillant et doux. Très aimé dans le monde des théâtres où tout le monde le connaissait.

Il était atteint de surdité, mais ainsi que cela arrive fréquemment, il était beaucoup plus sourd qu'il ne le soupçonnait. Un jour, Gil-Pérès lui fit la plaisanterie suivante :

L'apercevant, dans la rue Vivienne, sur le trottoir opposé à celui sur lequel il se trouvait lui-même, il plaça ses mains devant sa bouche, en guise de porte-voix, et fit semblant de le héler de toutes ses forces, mais sans laisser échapper le moindre son.

M. Pélicié traverse précipitamment la rue :

—Ne criez donc pas ainsi, mon ami, dit-il à Gil-Pérès, vous allez faire retourner tout le monde !

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Tout est plus calme depuis hier que l'on l'espérait. Le nombre des [illegible] diminué sensiblement. Les rumeurs, cependant, n'ont pas cessé de circuler pour cela ; on s'il nous suffisait répéter à nos lecteurs toutes les histoires invraisemblables que nous avons entendues et toutes les grosses bourdes qui ont eu cours dans la journée d'hier, nous n'aurions pas assez des colonnes de l'*Abeille* pour cela. Il est à peu près certain qu'on n'a pas envoyé de nouveaux renforts à Badger depuis mercredi soir.

Kellogg, probablement, ne trouve plus de métropolitains qui consentent à partir pour la paroisse St-Martin, puisqu'il est obligé de chercher de nouvelles recrues parmi les locataires habitués de la prison de parcisse, et qu'il en est réduit à enrôler dans sa célèbre brigade les citoyens de la pègre et les coupe-jarrets de profession.

Quarante-trois soldats de cette sorte, qui tous ont mérité plus ou moins longtemps dans les maisons de force et dans la pénitencier, sont partis mercredi à sept heures de l'après-midi par le chemin de fer des Opelousas pour aller rejoindre leurs compagnons d'armes qui combattent avec tant de bravoure à St. Martinville sous les ordres de l'*heroique* Badger.

Le général Longstreet, de son côté, semble peu disposé à prendre le commandement des forces de Kellogg, et à se mettre en campagne contre les habitants de St-Martinville. — Pressé hier par son maître, il a répondu ceci : " Je refuse positivement d'obéir, à moins que l'on ne me donne carte blanche et que je les joue soutenu par les troupes des Etats-Unis et par les troupes de l'Etat. "

Quelques personnes ont eu la bonhomie de croire que le général confédéré agissait ainsi par un reste de pudeur ; mais nous, qui avons eu l'apprécier à sa juste valeur depuis six années, nous maintenons que le refus de Longstreet n'a d'autre cause que la crainte de courir à une défaite certaine, en acceptant le poste d'honneur que voulait lui confier le pseudo-gouverneur.

Nous avons appris que M. Kellogg, non content d'avoir une armée à lui, voulait avoir une flotte, afin de pouvoir, sur mer comme sur terre les *rebelles* qui résistent à son autorité.

Il a acheté, mercredi dernier, pour la somme de $4500 un vieux bateau, pour ainsi dire hors de service, qui porte le nom d'*Ozark*, dans l'intention d'en faire une canonnière.

Il a mis aussitôt ce beau plan à exécution. Cent métropolitains, transformés en marins, composeront l'équipage du navire de guerre *Ozark*, et seront commandés par le capitaine Flanagan, promu, pour la circonstance, au grade éminent de grand amiral.

L'*Ozark* a été approvisionné de charbon et partira probablement aujourd'hui ou demain pour transporter un escadron de cavalerie dans la paroisse St-Martin.

Dans notre édition d'hier matin, nous avons publié, comme une rumeur qui avait cours dans les rues, que M. Dibble, l'ex petit juge de la Huitième Cour de District, se trouvant rue du Canal, mercredi soir, avait été frappé et maltraité par la foule.

Un *reporter du Times* s'est chargé depuis de démentir cette nouvelle, en faisant du courage et du sang-froid de M. Dibble des éloges qui nous paraissent au moins exagérés.

La rumeur, cependant, était bien fondée, car nous avons appris positivement, hier, que ce que nous avancions n'était que la vérité.

M. Dibble, se promenant dans les rues, mercredi soir, vers huit heures, pour avoir des nouvelles de son ami Kellogg c'est permis une inconvenance à l'égard d'un citoyen bien connu, et celui-ci l'a châtié.

On comprend, du reste, qu'après avoir reçu une pareille leçon, le fringant petit juge de la Cour politique de Warmoth ne s'en soit pas vanté.

Les métropolitains se sont hasardés à sortir de leurs casernes, hier, et nous en avons rencontré quelques-uns aux coins des rues.

L'ancien arsenal de la rue St. Pierre continue à être gardé, et le canon Napoléon, dont nous avons parlé une fois déjà, est toujours placé devant la porte.

Les deux compagnies d'infanterie des Etats-Unis qui avaient occupé l'entrepôt situé au coin des rues Magazine et St-Joseph, ont reçu l'ordre de retourner aux Casernes.

Il semble, d'après cela, que Kellogg est un peu rassuré et qu'il croit que l'ordre est complètement rétabli en ville.

La ridicule aventure du pseudo-gouverneur a été encore hier le sujet de toutes les conversations.

On parlait beaucoup de la scène qui avait eu lieu entre lui et M. Bob Rivers, le propriétaire de l'Hôtel St-Charles ; M. Kellogg était venu demander un salle au premier, après l'incident de la rue des Magasins.

Le piètre usurpateur qui prétend nous gouverner, avait une telle frayeur, qu'il en était risible au suprême degré.

Il a demandé conseil à M. Rivers d'une voix larmoyante ; et celui-ci lui a répondu avec beaucoup de dignité, que s'il se trouvait dans une position analogue à celle du gouverneur radical, il n'hésiterait pas à quitter la Nouvelle-Orléans et la Louisiane, à plus vite, car il jugerait que sa vie n'était pas en sureté au milieu d'une population qui le méprisait et qui le détestait, à cause de ses mesures arbitraires.

Nous n'avons pas encore appris positivement si M. Kellogg était disposé à suivre le conseil franc et loyal que lui avait donné M. Rivers.

Qu'il y réfléchisse sérieusement ; son existence en dépend peut-être !

Le colonel C. R. Bailey, le citoyen qui a escorté Kellogg dans la rue des Magasins, devant les bureaux de Morgan, qui avait eu le coup de pistolet qui a fait crever l'œil à son Excellence radicale et a été tiré, s'est rendu, hier matin, à la première station de police et s'est constitué prisonnier.

Plusieurs citoyens influents se sont présentés immédiatement pour lui servir de caution.

L'un d'eux, M. D. E. Murphy, a été accepté et a fourni une garantie de $5,000.

Les membres de l'ancien club des "Spanish Rangers," qui a rendu de si grands services au parti démocratique pendant la dernière campagne électorale, se sont réunis hier soir, dans le but de se réorganiser.

M. D. Bienvenu a présidé l'assemblée et a fait un petit discours pour expliquer la situation actuelle.

M. H. Castellanos a parlé après lui, dans le même sens.

Après les délibérations, les officiers suivants ont été nommés :

Président, D. Bienvenu ; 1er vice-président, J. H. Castellanos ; 2d vice-président, George E. Forstall ; secrétaire, Léon Wiltz ; trésorier, Manuel Fernandez.

L'assemblée s'est ajournée alors à samedi prochain.

Le Club des Brave Rangers compte plus de deux cents membres.

Toutes les Cours de Justice se sont ouvertes hier, par respect pour la mémoire du juge-président Chase, de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Un des meneurs radicaux de la paroisse Grant, de ceux qui se sont échappés à temps de la Colfax, le nommé Green D. Brantley, collecteur de taxes de Kellogg, a été arrêté mardi soir par Carondelet avec un nommé W. F. Phillips, sur un affidavit de Brantley d'être complices en vol. Brantley a donné des bonnes pour $4,180. En février dernier, Brantley a donné des bonnes pour $4,000 et il s'est enfui. Le vol de $180. Brantley répond que les $4,000 étaient un petit pourboire qu'il pensait recevoir, car ces sommes étaient destinées à payer les dépenses engagées devant la chambre Houston à ses collègues.

—Un Anglais, M. Frank Quivert, vient de faire, près des Tombeaux, une découverte qui consolidera comme le plus ancien de l'existence de l'homme sur la terre pour laquelle la géologie assigne à l'homme n'avait pas encore été constatée, bien que quelques-uns la croient antérieure.

Tout Calvert avait trouvé des os et des coquillages dans le terrain en question, mais personne n'avait pu découvrir d'ossements humains. Sur la partie de la propriété de M. Quivert, qui a été creusée pour la fondation d'une maison, on a découvert, à une profondeur de 12 pieds, des ossements humains, des os de quadrupède à cornes, dont le cœur, le foie, le corps long, les jambes de devant et de derrière, et les pieds. Un y trouve aussi la trace du sept ou huit espèces différentes, mais qui sont presque effacés. M. Quivert a découvert dans le même stratum un dard d'silex taillé et plusieurs os brisés comme pour en extraire la moelle. "Ces objets, dit le *Journal officiel*, peuvent non-seulement que l'homme existait pendant la période miocène, mais aussi qu'il avait déjà fait quelques progrès sous le rapport de l'art. Pour ces raisons il affirme qu'il n'éprouve aucun doute sur l'ancienneté de la terrasse dans laquelle il a fait ces découvertes.

AUX AMIS DE LA LOUISIANE.

La Louisiane saurait pu échapper à la plupart des maux dont elle souffre aujourd'hui ; sans les discordes politiques et l'antagonisme qui règnent parmi les habitants. Mais il y a pour sauver l'Etat, un moyen qui est étranger à un tel antagonisme, et ce moyen c'est l'immigration.

Je considère le plan proposé par la compagnie du Homestead et de l'immigration (Louisiana Immigration & Homestead Company) pour restaurer la paix et la prospérité dans notre commun pays, comme pratique et praticable. Sur ce point tous les honnêtes gens peuvent agir. Tous ceux qui ont des propriétés dans l'Etat et qui désirent voir notre exemple prospère et heureux, doivent être les premiers à encourager à l'œuvre de la compagnie. L'unique chemin de fer qui passe par la Nlle-Orléans, est la ligne de [illegible] qui, par le moyen de ses connexions avec [illegible] et Shreveport, peut amener [illegible] de nos [illegible] et [illegible] de nos [illegible] et [illegible] de nos [illegible] et